

(Mardi 19 avril)

III. — Les dures réalités

1976 : une année « extraordinaire »

Vétérans et jeunes cadres

(Jew: 7 April)

- Le numéro : 2.50

IV. — L'ordre et la production

« Gouverner »

SUSPENS

et la production

Deux ans de « purification » au Cambodge

Toute la population du Cambodge est rassemblée, depuis vendredi 15 avril, dans les villages pour célébrer le second anniversaire de la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges. Le 17 avril 1975, après cinq années de guerre contre un régime corrompu et inefficace soutenu jusqu'au bout par les Etats-Unis, et avec lequel l'O.R.S.S. avait gardé des relations diplomatiques. Depuis lors, le pays est resté rigoureusement fermé sur lui-même. Aucun journaliste n'a pu le visiter. Les rares diplomates accrédités sont pratiquement astreints à résidence surveillée.

Rien jusqu'à présent, ni dans une propagande officielle parolomane ni dans les récits des réfugiés, de moins en moins nombreux à pouvoir passer en Thaïlande du fait du renforcement des mesures de dissuasion de part et d'autre de la frontière, n'est venu atténuer l'image répandue à travers le monde d'un pays brutalement transformé en un gigantesque laboratoire au service d'une expérience révolutionnaire dont la démesure n'a pas de précédent.

Naguère loquace, le prince Nihonnouk, qui avait mis tout son prestige au service des Khmers rouges, a disparu de la scène sans qu'on sache rien de son sort. « Recherche comme un noyau de cerise », ainsi qu'il avait prédit du temps de son exil pékin. D'un tubéris on l'essentielle fume ombre et mystère. Il ressort, au fil des témoignages, que les idéologues de la « purification », qui rêvent sans partage sur un peuple reconquis « souverain » par la Constitution de la nouvelle République démocratique, ont fait table rase de la société et des mœurs antérieures.

Il est, dans une première phase qui semble close aujourd'hui, liquidé systématiquement les éléments les plus « corrompus », soit par les influences féodales, soit par la collaboration avec l'étranger. Simultanément, les millions de Cambodgiens qui n'entraient pas dans ces catégories étaient contraints à des travaux pénibles de remédiation des campagnes.

Rien n'indique le moindre ébranlement dans cette politique. Le chef de l'Etat, M. Khmer Samphan, affirme aujourd'hui que « tout ce que nous avons réalisé nous l'avons fait avec nos seules mains », et estime que le pays pourra, après cinq ou dix ans

d'un tel effort, atteindre un développement économique, technique et militaire « mille fois supérieur ». Organisés selon un schéma militaire, de cinq à six millions d'hommes et de femmes vont donc poursuivre, selon la terminologie officielle, les « travaux » de la « bataille de la production ». Bataille en passe d'être gagnée, s'il faut en croire M. Ieng Sary, ministre des affaires étrangères, qui affirmait récemment que le Cambodge pourrait déjà exporter cette année quelque 250 000 tonnes de riz.

Pareil succès, qui sera suivi d'autres « records » de production, justifie peut-être aux yeux des nouveaux maîtres du pays les moyens employés pour y parvenir. Mais, après s'être demandé de combien de victimes innocentes l'aviation américaine avait fait payer au Cambodge chaque jour de survie du régime de Lon Nol, comment ne pas s'interroger aujourd'hui sur le nombre de travailleurs sacrifiés pour chasser l'ennemi de la production ou exporter ? Le tribut payé par tout un peuple depuis deux ans dans cette « bataille » semble bien proche des pertes d'une guerre qui a fait officiellement huit cent mille morts.

Le Cambodge « neutre et non aligné » est-il resté neutre sur lui-même, ne comptant que sur ses « propres forces », refusant orgueilleusement et avec obstination toute aide internationale — notamment médicale. — A l'exception de celle de la Chine ? Quand les dirigeants de Phnom Penh se sentent-ils assez affirmés pour assombrer une région qui, après l'avoir décliné, éprouve toute une génération ? Répondra-t-on jamais le légendaire sourire khmer ?

(Lundi 18 avril.)

Épreuve de force au Pakistan

- L'opposition exige la démission de M. Bhutto
- Les troubles ont fait 150 morts en un mois

L'opposition pakistanaise, qui conteste la régularité des élections législatives du 7 mars, semble décidée à poursuivre, sans esprit de compromis, l'épreuve de force engagée contre M. Bhutto. Elle a fait savoir, vendredi 15 avril, que la proposition du premier ministre visant à l'organisation de nouvelles élections provinciales est « entièrement étrangère à ses objectifs ».

qui sont la démission du chef du gouvernement et des élections générales sous le contrôle du pouvoir judiciaire et de l'armée.

La violence fait aussi chaque matin, depuis cinq semaines, au Pakistan. Le 15 avril, des civils ont ouvert le feu, à Lahore, sur des manifestants de l'opposition. Le bilan serait de quatre morts et une centaine de blessés.

De notre envoyé spécial

Lahore — L'épreuve de force entre l'opposition et le gouvernement va-t-elle tourner à la guerre civile ? L'impatience était palpable le 15 juin au matin sur le terrain politique, tandis que dans diverses régions du pays, l'agitation se poursuivait dans la rue. Les troubles ont fait 150 morts en un mois. Les civils ont été distribués aux troupes de choc du parti gouvernemental ne contribuant pas à l'apaisement et fait craindre la pire.

La crise a débuté lorsque l'opposition, estimant que les élections législatives du 7 mars avaient été une « farce complète », donna pour instructions à la population de boycotter les élections provinciales, le 10 mars. Les deux de l'Alliance nationale n'ont pas participé non plus à la première réunion de la nouvelle Assemblée nationale (l'Alliance y compte trente-sept représentants et le P.P.P. cent soixante-quatre).

M. Bhutto n'en a pas moins continué à aller de l'avant. Elu à nouveau premier ministre, il installa au pouvoir, dans les quatre provinces, des gouvernements à sa dévotion. Menée lourdement, la tentative visant, à travers les élections de mars, à sauvegarder les amoncellements d'une démocratie parlementaire à sa poursuite de susciter la révolte de toutes les forces conservatrices. Le Pakistan est maintenant partagé en deux camps. Sans doute M. Bhutto ne s'attendait-il pas que la consultation du 7 mars laisse apparaître que ses adversaires bénéficiaient d'un large soutien popu-

laire (38 % des voix). Aussi bien ceux-ci n'entendent-ils pas se contenter de jouer le rôle d'opposition purement formelle que leur assignait volontiers le premier ministre. Ils ont lancé au « leader du peuple » le défi le plus sérieux auquel il ait eu à faire face depuis qu'il est au pouvoir. L'Alliance nationale a, en effet, rejeté en bloc les résultats du scrutin.

Elle considère que toute action gouvernementale est illégale. Ses dirigeants, pour la plupart emprisonnés ou en résidence surveillée, ne montrent aucune volonté d'assouplir leur position. Ils réclament le départ du chef du gouvernement (et celui du président de la commission des élections), et une nouvelle consultation sous le contrôle impartial des autorités judiciaires et militaires.

Qu'il y ait eu fraude le 7 mars, cela paraît admis, et même établi dans certains cas. Les opinions diffèrent seulement sur l'étendue de cette fraude. M. Bhutto a reconnu celle-ci en imitant l'un de ses ministres, dont l'élection avait eu lieu dans des conditions manifestement irrégulières.

Pendant la campagne électorale, tout l'appareil gouvernemental et les médias étaient mobilisés au service du parti gouvernemental. Certains militants de l'opposition se virent empêchés de déposer leurs candidatures. L'un des adversaires de M. Bhutto — le premier ministre bri-

qual un mandat dans plusieurs circonscriptions, comme la loi l'autorise — fut tout simplement anéanti à l'issue de la date limite de dépôt des candidatures. Une quinzaine de représentants du parti gouvernemental furent élus « sans opposition » dans des conditions plus ou moins semblables. Au cours du scrutin, de nombreux fonctionnaires chargés de surveiller la bonne marche des opérations se sont fait les agents du parti dominant.

La commission des élections a sans doute été soumise aux mêmes pressions de la part du pouvoir. Elle n'a pas pu s'assurer de la régularité du scrutin. Apparemment dépassée par les événements, elle n'est pas encore en mesure d'en fournir les résultats complets et précis.

La détermination des neuf petits mouvements — de la droite religieuse aux régionalistes — qui forment l'Alliance nationale a été bien entendu renforcée après le triomphe de l'opposition à l'Assemblée nationale. C'est pour eux la preuve que, lorsque le jeu démocratique est respecté, l'alternance du pouvoir est possible. Qu'il en soit, le P.P.P. a contre lui les courants les plus réactionnaires et obscurantistes, mais aussi les authentiques défenseurs des libertés démocratiques ayant une conception moins rigide de l'islam. Le mouvement de désobéissance civile, l'appui de associations de juristes, d'avocats, de journalistes, d'étudiants, il trouve des sympathies dans la « majorité silencieuse ». Surtout, il reçoit maintenant le soutien non désintéressé de divers milieux (propriétaires terriens, entrepreneurs, commerçants ; les boutiques restent fermées dans certaines villes comme Lahore) inquiétés par le rétablissement du régime et sa politique de nationalisation qui, dans certains cas, a trappé de petits épargnants.

M. Bhutto a, semble-t-il, voulu, ces derniers jours, fournir des apaisements et donner l'assurance qu'il n'allait pas trop loin dans ce sens. Il a également atténué les mesures restreignant la liberté de la presse. L'opposition combat, au nom de la démocratie, le « socialisme » du régime. Elle trouve des appuis dans toutes les couches de la population qui ont quelques privilèges à préserver. C'est que la politique économique et sociale de M. Bhutto a suscité plus d'appréhensions qu'elle n'a porté de fruits. Depuis cinq ans, le mépris des libertés fondamentales dont s'est fait preuve le pouvoir a apporté de l'eau au moulin de forces conservatrices.

M. Bhutto, nous dit un confrère pakistanaise, « n'a jamais toléré l'existence d'une opposition parlementaire digne de ce nom. Il refuse de partager le pouvoir ». Mais, pour la première fois, il fait face à un mouvement d'opposition réelle, relativement uni et qui ne réclame, du moins pour le moment, aucune volonté de céder. Le premier ministre a rencontré personnellement l'un de ses dirigeants, Maulana Maudoodi, présenté comme un homme de compromis, mais il n'était pas parvenu, le 15 avril, à trouver un terrain d'entente avec celui-ci. Pour sortir de l'impasse, le premier ministre a proposé que de nouvelles élections provinciales — puis-que aussi bien les dernières ont été boycottées par l'Alliance nationale — aient lieu, et que, si cette formation remportait la majorité, une nouvelle consultation nationale se tienne. Cette proposition a été rejetée par l'Alliance.

L'entrée en scène de l'armée — à laquelle il n'a pas été fait appel pour le moment pour maintenir l'ordre — sera-t-elle la seule solution permettant à chaque camp de sauver la face ? Les militaires sont partagés, dit-on, sur l'opportunité d'une telle intervention, du moins au stade actuel de la crise. Mais M. Bhutto, qui entretient de bonnes relations avec le haut commandement, en a brandi la menace. Ce ne serait pas la première fois au Pakistan que l'armée, dont le budget absorbe plus de la moitié des dépenses publiques, interviendrait pour couper court à une crise politique. Une telle intervention permettrait-elle à M. Bhutto de se maintenir au pouvoir ?

GÉRARD VIRATIELLE.

(Lundi 18 avril.)

Corée du Nord

Le président Kim Il Sung pourrait confier progressivement le pouvoir à son fils

De notre correspondant

Tokyo. — La Corée du Nord doit résoudre le problème de la relève. M. Kim Il Sung et les hommes qui l'entourent ont tous plus de soixante-cinq ans. On assiste apparemment, depuis quelques années, à une succession progressive des pouvoirs à des éléments plus jeunes.

Plusieurs changements notables dans la hiérarchie du pouvoir se sont produits en 1974. La suite, notamment de la mort de personnalité de premier plan. Le décès, le 7 février, de M. Nam Il (soixante et un ans), vice-premier ministre, survenu dans un « accident », a été suivi, le 16 mai, par celui de M. Hong Won Gil (cinquante-deux ans), également vice-premier ministre, puis, le 19 septembre, par celui de M. Choi Yong Chon (soixante-seize ans), vice-président, et l'un des plus proches collaborateurs de M. Kim Il Sung.

Depuis la dernière session de l'Assemblée du peuple (avril 1975), M. Pak Sung Chul exerce les fonctions de premier ministre (il a remplacé M. Kim Il, démissionnaire pour « raisons de santé » aujourd'hui vice-président). Peu après, le général O Jin U, chef des forces armées, devenant ministre de la Défense, remplaçant M. Choi Yong Chon, qui a été nommé vice-président de la commission de la Défense.

Aucune opposition susceptible de remettre en cause l'autorité de M. Kim Il Sung ne se manifeste. Il est pratiquement ainsi depuis le quatrième congrès du parti, en 1961. Par une succession de purges, au cours des années 50, M. Kim Il Sung a réussi à éliminer les différents groupes qui pouvaient chercher à prendre le pouvoir. Le vingtième congrès du P.C. soviétique, en 1965 et la campagne de désalinisation qui s'ensuivit ont été un moment crucial en Corée du Nord. Les tendances opposées à M. Kim Il Sung qui étaient manifestes au sein de l'équipe dirigeante dès la mort de Staline, en 1953, se cristallisèrent alors en une véritable campagne de critiques dénonçant le culte de la personnalité et le monopole du pouvoir exercé par le chef de l'Etat. Cette opposition venait des deux factions, l'une « soviétique » et l'autre « chinoise », au sein du parti. Celui-ci était, à l'époque, divisé en trois groupes : la faction Kapsan, appelée aussi « faction de Mandchourie », était formée des principales personnalités qui, dans le maquis, contre les Japonais, avaient lutté aux côtés de Kim Il Sung. La faction « soviétique » regroupait les Coréens qui avaient vécu et étudié en U.R.S.S. tandis que la faction « chinoise » était constituée par ceux qui s'étaient joints à la Longue Marche et avaient vécu avec l'armée rouge chinoise.

Imposé à l'origine par Moscou, qui, apparemment, avait d'abord confié en quelque sorte à M. Choi Yong Chon, pendant quatre ans en Sibirie, M. Kim Il Sung fut en 1958 en butte à

de vives attaques de la faction soviétique. Celle-ci, dont tous les membres avaient été purgés, s'efforçait de gestion en U.R.S.S., avait joué un rôle essentiel dans l'organisation du parti et de l'Etat nord-coréen. Mais à partir de 1963, les Soviétiques n'ont plus sur Pyongyang un contrôle aussi strict que durant la période stalinienne. Les critiques de la faction soviétique, qui ne bénéficiaient pas de nombreux soutiens, ont réagi violemment de M. Kim Il Sung. Celui-ci, s'appuyant sur la Chine, entend prendre quelque distance par rapport à l'U.R.S.S. M. Pak Chang Oh, vice-premier ministre et alors deuxième personnage du régime, et M. Choe Chang Il, également vice-premier ministre, ainsi que de nombreuses personnalités de second plan sont accusés de « diviser le parti » et écartés du pouvoir.

Dans un mouvement de balance, Kim Il Sung élimine en 1968 (année où les troupes chinoises se retirent de Corée) la faction chinoise, en écartant notamment son chef, Kim Il. Son fils, Kim Jong Il, est nommé à Changhaen en 1972, et avait été en Chine la Ligue pour l'indépendance de la Corée. Ce n'est que sur intervention de M. Kim Il Sung que ces éléments « anti-parti », dont le crime réel avait été de s'opposer à M. Kim Il Sung, purent quitter la Corée (qui pour eux était la Chine).

L'un des rares membres de la faction soviétique à avoir conservé une place importante dans le P.C. coréen fut M. Nam Il. C'est pendant la purge de 1968 qu'il fut purgé. Certains disent qu'il fut exilé en 1969 dans l'armée. Celle-ci n'a pas une influence aussi importante qu'en Chine. Commencée en 1968, cette purge a consacré l'ascension du général O Jin U, ministre de la Défense depuis avril 1975, très proche du président et devenu le cinquième personnage dans la hiérarchie du régime. Aujourd'hui, le parti et l'armée sont en fait contrôlés par la « faction de Mandchourie ».

M. Kim Il Sung est âgé de soixante-cinq ans. Le relatif effacement, depuis 1972, de son frère, M. Kim Yong Ju, qui exerçait les fonctions de vice-premier ministre, se passait pour le successeur, incitant les observateurs à penser qu'il n'est plus en course. Son apparente mise à l'écart a renforcé les rumeurs concernant l'ascension de M. Kim Jong Il, fils du président à sa suite. Selon la presse japonaise Kyodo, citant des sources nord-coréennes à Tokyo, l'annonce formelle de sa désignation comme successeur devrait avoir lieu lors de la tenue de l'Assemblée du peuple prévue pour la fin avril.

On sait peu de chose de M. Kim Jong Il. Les photos présentes de lui l'image d'un homme jeune au visage poudré. Agé vraisemblablement de trente-six ans, il est diplômé de l'université Kim Il Sung. Après des études en Alle-

magne de l'Est, il travailla au département de l'organisation du parti, sous la direction de son oncle, M. Kim Yong Ju, puis au ministère de la construction. Devenu secrétaire du comité central du parti, il serait à la tête d'un « groupe de gauche », formé d'éléments jeunes, au sein du parti, et aurait joué un rôle important au moment de l'indépendance du pays, si ce n'est, en 1974, au cours d'un quelconque des affaires coréennes, sa promotion à l'Assemblée nationale n'est l'annonce officielle de sa désignation comme successeur, devrait intervenir dans un avenir proche.

On admet d'ailleurs dans les milieux nord-coréens à Tokyo que cette éventualité n'est pas à écarter. « Rien n'est décidé, dit-on, mais M. Kim Jong Il est une personne intelligente et respectée du peuple. » Comme son père, il parcourt le pays en visitant paysans et ouvriers. Il se confirme que M. Kim Jong Il a été particulièrement actif en visite par la presse des dernières années. Ses portraits ont été vus dans les rues par des étrangers.

On dit cependant que la femme actuelle du président Kim Il Sung entend mettre en avant son propre fils, âgé d'une vingtaine d'années. D'autres oppositions proviennent de certains membres du comité central qui estiment que M. Kim Jong Il n'a aucune expérience en matière internationale. Les responsables de l'économie massivement mis en œuvre la crainte qu'il ne continue la politique d'armement à outrance menée par son père et qui grève lourdement le budget. M. Kim Jong Il, ainsi, est revêtu de la soutien des officiers supérieurs.

Le processus de succession, s'il est engagé, devrait s'étendre sur un long délai. M. Kim Il Sung est, dit-on, malade. Mais Kim Jong Il est jeune et plein d'énergie. Le processus de succession, s'il est engagé, devrait s'étendre sur un long délai. M. Kim Il Sung est, dit-on, malade. Mais Kim Jong Il est jeune et plein d'énergie.

Une lourde dette extérieure

Bien qu'aucun ordre du jour précis n'ait été annoncé, les prochains travaux de l'Assemblée suprême du peuple, qui devrait se tenir à la fin d'avril, seront vraisemblablement consacrés en priorité aux questions budgétaires et économiques.

1977 sera, selon l'expression de Pyongyang, « une année de réajustement ». Les autorités nord-coréennes ont annoncé à plusieurs reprises que les objectifs du plan de développement sexennal (1971-1976) avaient été atteints. Certains disent qu'un d'avance (discours du président Kim Il Sung, le 10 octobre 1975). Elles précisent aujourd'hui qu'il faut cependant maintenir un équilibre entre les différents secteurs de l'économie, qui ont progressé à un rythme variable. En d'autres termes, pour la première fois depuis 1945, la Corée du Nord n'a pas de plan de développement économique. Le prochain ne sera présenté qu'en 1978.

La Corée du Nord a connu ces dernières années des problèmes économiques sérieux. Certains sont conjoncturels, d'autres structurels. En ce qui concerne ces derniers, les mauvais fonctionnements des transports intérieurs et l'engorgement des ports semblent les plus préoccupants. Autre problème : la charge très lourde que représentent les dépenses militaires dans le budget. Selon l'Agence américaine pour le contrôle des armes et du désarmement (dans son rapport « Dépenses militaires mondiales et transferts d'armement », 1968-1975 », les dépenses militaires de la R.P.D.C. ont représenté, en 1975, 10,4 % du P.N.B., soit 729 millions de dollars.

Les difficultés économiques de la Corée du Nord n'en sont pas moins dues largement à la conjonction internationale. La récession mondiale a provoqué une chute des prix des métaux in-

dustriels (miner, tungstène), qui sont la principale source de devises de la R.P.D.C. Cette situation a entraîné une détérioration de la balance commerciale : d'un excédent de 18 millions de dollars, le solde de ses échanges extérieurs avec l'Occident est passé à un déficit de 107 millions de dollars en 1975 et à un quadruplé en 1976. La dette extérieure de la Corée du Nord est estimée actuellement à 2 milliards de dollars, dont 700 millions sont dus aux pays communistes. Apparemment, la situation tend à s'améliorer. Le Japon, qui a décidé de faire cavalier seul plutôt que de négocier de concert avec les créanciers de la R.P.D.C. — ce qui se comprend car il est le seul à être en même temps client de Pyongyang — est parvenu au début de l'année à un accord sur le calendrier de remboursement de sa dette (280 millions de dollars). Les Japonais se refusent à dévoiler les termes de l'accord. En fait, il semble qu'ils aient accepté le principe d'un remboursement sur deux ans avec un taux d'intérêt de 7,5 %. Les premiers versements (non confirmés de côté nippon) auraient eu lieu en mars.

La Suède et la Finlande ont également accepté des moratoires, qui sont cependant restés lettre morte dans le cas des Suédois. Un accord serait en négociation avec les Allemands de l'Ouest (depuis deux ans, le financement des opérations avec la R.P.D.C. n'est plus garanti par l'Etat fédéral). La Corée du Nord aurait récemment vendu d'importantes quantités d'or (pour 37 millions de Deutschmarks) en Allemagne fédérale afin de rembourser une partie des impayés. Pour l'instant, aucune solution n'a été trouvée pour les créances françaises.

PHILIPPE PONS.

(Samedi 16 avril.)

Vers une intervention de l'armée ?

M. Bhutto, nous dit un confrère pakistanaise, « n'a jamais toléré l'existence d'une opposition parlementaire digne de ce nom. Il refuse de partager le pouvoir ». Mais, pour la première fois, il fait face à un mouvement d'opposition réelle, relativement uni et qui ne réclame, du moins pour le moment, aucune volonté de céder. Le premier ministre a rencontré personnellement l'un de ses dirigeants, Maulana Maudoodi, présenté comme un homme de compromis, mais il n'était pas parvenu, le 15 avril, à trouver un terrain d'entente avec celui-ci. Pour sortir de l'impasse, le premier ministre a proposé que de nouvelles élections provinciales — puis-que aussi bien les dernières ont été boycottées par l'Alliance nationale — aient lieu, et que, si cette formation remportait la majorité, une nouvelle consultation nationale se tienne. Cette proposition a été rejetée par l'Alliance.

L'entrée en scène de l'armée — à laquelle il n'a pas été fait appel pour le moment pour maintenir l'ordre — sera-t-elle la seule solution permettant à chaque camp de sauver la face ? Les militaires sont partagés, dit-on, sur l'opportunité d'une telle intervention, du moins au stade actuel de la crise. Mais M. Bhutto, qui entretient de bonnes relations avec le haut commandement, en a brandi la menace. Ce ne serait pas la première fois au Pakistan que l'armée, dont le budget absorbe plus de la moitié des dépenses publiques, interviendrait pour couper court à une crise politique. Une telle intervention permettrait-elle à M. Bhutto de se maintenir au pouvoir ?

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois (an P.P.P.)
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Arabie, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie, D.O.M., Guyane, Guinée, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomé, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Niger, Haute-Volta, Territoires français des Afars et des Issas	58 126
T.O.M. (sauf T.P.A.E.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73 136
Libye, Égypte, Arabie Saoudite, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	68 122
Birmanie, Soudan, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93 176
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	92 153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants pour les renouvellements de souscription à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

Dans la famille ou pour des amis UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au Monde des philatélistes

France 32 F
Etranger 40 F
7, rue des Italiens, Paris (9^e)
C.C.P. 18 38-12 Paris
(Spécimen sur demande)

du 14 au 20 avril 1977

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

EUROPE

Belgique

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions

(Suite de la première page.)

Malgré sa victoire, sa position est affaiblie à la Chambre : il forme, en effet, avec le Rassemblement wallon, un groupe unique qui n'aura plus que seize députés au lieu de vingt-deux.

Dans la capitale, les libéraux ont maintenu leurs positions tout comme les sociaux-chrétiens. Seul le socialisme ont reculé, malgré le retour sur la scène politique de M. Henri Simonet, commissaire européen. Leur casement s'explique par le passage d'un socialiste au F.D.P. au lendemain du scrutin municipal d'octobre 1976, ainsi que par l'élargissement d'un vieux militant, M. Gendebien, président du mouvement du Rassemblement wallon, réclamaient la constitution d'un « front du refus » en Wallonie.

Un corps électoral stable

Le gouvernement Tindemans, qui n'avait pas démissionné après la dissolution des Assemblées du début de mars, retrouve grâce au scrutin de dimanche, une majorité qu'il avait perdue à la suite du départ du Rassemblement wallon. Ensemble, sociaux-chrétiens et libéraux ont maintenant cent onze sièges sur un total de deux cent dix-neuf, alors qu'ils n'en avaient que cent cinq. M. Tindemans pourrait donc, en théorie, reconduire son cabinet, mais une telle

démarche serait unique dans les annales politiques du pays et on est à la recherche d'une majorité des deux tiers pour faire face aux graves problèmes qui se posent dans tous les domaines.

Les hommes politiques des trois partis traditionnels — social-chrétien, socialiste et libéral — tentent d'ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, des propositions propres à faciliter le dialogue du lendemain. M. Notthomb, ancien président du P.S.C., estimait que le parti socialiste avait commis une erreur en utilisant le slogan « État C.V.P. » et constatait que la Wallonie n'avait pas voté contre la Flandre. Dans les rangs socialistes, on avait tendance à partager cette idée. Seul M. Gendebien, président du mouvement du Rassemblement wallon, réclamaient la constitution d'un « front du refus » en Wallonie.

Dans l'ensemble, le corps électoral s'est montré stable et l'on constate un retour vers les familles traditionnelles. Au nord et au sud, les formations communautaires sont en recul essentiellement, pense-t-on, parce que l'électeur, inquiet de la situation économique, redoute une aventure. A Bruxelles, au contraire, le F.D.P. est en progrès parce que les habitants de la capitale se sentent menacés sur le plan linguistique et abandonnés par les partis classiques. Il faut noter aussi l'échec total des listes marginales, maoïstes, trotskistes, réalistes, féministes, et même — c'est une surprise — écologistes. En 1977, le premier souci des Belges aura été de voter « utile ». Les écologistes apparemment n'appartiennent pas encore à cette catégorie.

PIERRE DE VOS.
(Mardi 19 avril.)

AFRIQUE

LE CONFLIT DU ZAIRE

L'opération d'aide française s'est achevée

L'opération française de soutien logistique au Maroc et au Zaïre s'est achevée conformément à l'engagement pris par M. Valéry Giscard d'Estaing. Selon des autorités de l'armée de l'air, tous les appareils engagés ont regagné leur base près d'Orléans le 15 avril au soir.

Dans son entretien télévisé, mardi 12 avril (lire pages 6 et 7) le président de la République a indiqué que la France, en prêtant

des avions au Maroc pour secourir le Zaïre, avait voulu donner aux Africains un « signal de sécurité » et de « solidarité ».

Les réactions internationales à l'initiative française sont dominées par une « déclaration officielle » diffusée par l'agence Tass où l'U.R.S.S. condamne les « ingérences » dans « un conflit strictement intérieur » et nie toute responsabilité dans les événements du Shaba.

« geste » ni trop coûteux ni trop risqué qui permettrait de les rassurer. La France, en effet, n'était pas en mesure, faute de moyens financiers ou de ses surpluses militaires que l'O.R.S.S. distribue largement à ses amis, de renforcer sérieusement la douzaine d'armées des pays qui se jugeaient menacés.

A cet égard, l'affaire zaïroise a été accueillie comme une excellente occasion de manifester la détermination du gouvernement français. L'appel du président Mobutu à l'O.U.A. et l'accueil plutôt favorable que lui avait réservé le président en exercice de cette organisation, Sir Serwanur Ramgoolam, fournissaient en effet une « couverture » africaine possible. La forme du soutien demandé par le Maroc limitait dans les moyens et la durée l'intervention de Paris à une « prestation technique ». Enfin, les complications internationales à redouter semblaient restreintes, puisque l'Angola, pays d'origine des éléments infiltrés, prêtait aucun successeur convaincant, n'entraînant un chaos généralisé au Zaïre, à l'achèvement de la mission.

Enfin, à aucun moment, l'analyse faite à Paris de la situation dans le Shaba n'a pris en compte

une « agression russo-cubaine », à laquelle les Etats-Unis, fort bien informés, ont assuré ne pas croire et que M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé d'évoquer. On estimait plutôt que des groupes de guérilleros comportant, auprès de gendarmes katangais, représentant du service des opposants de toutes sortes au régime zaïrois, avaient franchi la frontière avec l'accord de Luanda, mais sans grands moyens, afin de « tâter » le grand pays voisin et, le cas échéant, le « déstabiliser » en le frappant au point sensible de ses exportations de cuivre. La décomposition menaçante du Zaïre et la très mauvaise tenue de son armée pouvaient assurer le succès de l'entreprise. En revanche, elle était condamnée à l'échec ou au plein succès, à moins que quelques milliers d'hommes entraînés et résolus. Or le Maroc, dont les soldats avaient déjà fait leurs preuves au Congo et sur le Golfe, acceptait de les fournir.

La crainte que la chute du président Mobutu, auquel on prête aucun successeur convaincant, n'entraîne un chaos généralisé au Zaïre, à l'achèvement de la mission.

Enfin, à aucun moment, l'analyse faite à Paris de la situation dans le Shaba n'a pris en compte

Luanda a adressé à Paris une note rédigée en termes violents et dénonçant un « acte insensé ».

A Washington, une aide en matériel « non offensif » a été mise à la disposition de Kinshasa, et le président Carter, selon le département d'Etat, semble donner son aval à la thèse selon laquelle le conflit ne se réduit pas à la lutte contre une agression extérieure.

Pourtant, à long terme, il est considérable. La France voit se dégrader encore une « image de marque » qui, dans le tiers-monde, l'associe à l'« impérialisme » et la range aux côtés des régimes blancs d'Afrique australe et de certains dictateurs africains, bref, comme l'a écrit le gouvernement angolais dans une note d'un ton bien peu diplomatique, des « forces oppresseurs des peuples ».

Enfin, est-il encore temps de sauver le régime zaïrois, aux prises avec des difficultés qui dépassent très largement le cadre du Shaba, et jugé un peu partout à bout de souffle ? Après le Biafra et l'Angola, la France peut avoir, une fois de plus, parié sur le perdant. Il n'est pas plus facile de rééquilibrer, comme le souhaite le Général d'Orsay, qu'il n'est pas entièrement sur ce point du sentiment de l'Élysée, une politique française pratiquant le distinguo simpliste entre États africains « communistes » irrécupérables et « pro-occidentaux » promus à toutes les faveurs.

L'engagement français au Zaïre a-t-il été consenti aux motifs vrais ? Le pari est pris et la question reste posée.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI
(Samedi 16 avril.)

De nouveaux clivages

(Suite de la première page.)

Les uns y voyaient donc une nouvelle étape de la lutte contre le « néo-colonialisme ». Tandis que les autres y voyaient, au moment où MM. Podgorny et Castro sillonnaient le continent, un nouvel exercice de diplomatie musclée de leurs adversaires soviétiques et cubains avec leurs « complices » angolais. Bien entendu, un certain malaise était déjà sensible, notamment à Dar-es-Salaam. Mais, dans l'ensemble, on retrouvait en mars la cassure qui s'était produite en janvier 1976 lors du « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. sur le conflit angolais.

On sentait alors se rejouer dans le camp de l'Afrique dite « militante » et balais les bras dans le camp adverse. Ce n'est plus le cas : l'envoi de troupes marocaines à la rescousse de l'armée zaïroise a porté un coup inattendu à la dynamique engendrée par le renouvellement du conflit angolais. Écartelés entre des loyautés ou des intérêts opposés, de nombreux États africains semblent avoir été pris à contre-pied.

Ruei Castro avait été, en mars, le premier hôte d'une nouvelle ligue éthiopienne qui compte surtout sur Moscou et La Havane pour remplacer une aide militaire américaine vitale, mais proche de son terme. La décision du roi du Maroc, approuvée notamment par l'Égypte et le Soudan, place les dirigeants éthiopiens dans un embarras d'autant plus profond, qu'ils gardent les yeux rivés sur une insurrection érythréenne, dont ils attribuent les succès à l'ingérence de plusieurs pays arabes et du voisin soudanais. La « révolution » éthiopienne, qui pourrait difficilement approuver chez le voisin une opération qu'elle dénonce chez elle, a chuté, pour l'instant, de réclamer une « solution interne » et dans le cadre de l'O.U.A., comme l'a déclaré le 17 avril un membre de la Junte, le colonel Abebe Belaim.

La gêne d'autres capitales africaines est tout aussi manifeste. En dépit d'un sérieux incident de frontière — l'aviation zaïroise aurait bombardé des villages zambiens, ce que dément Kinshasa — le président Kaunda est partagé entre sa sympathie pour la cause zaïroise et le fait que le succès des guérillas d'Afrique australe dépend, avant tout, d'une aide militaire soviétique. Tel est le cas, également, de Sir Seretse Khama, le président du Botswana. En accord avec le Soudan et l'Égypte sur les questions de la mer Rouge et de l'Érythrée, la Somalie demeure liée, de son côté, par un traité d'amitié à l'Union soviétique. Mogadiscio s'est abstenue, jusqu'ici, de toute prise de position tranchée. L'embarras de pays-clés comme le Nigeria — qui avait tenté une médiation entre Luanda et Kinshasa, — n'est sûrement pas l'expression d'une sympathie pour les motifs réels de l'intervention de Rabat et le spectacle offert par le pont aérien français, volontiers qualifié de « petit Entebbe », avec quelques ironies Quant au roi du Maroc, on lui reconnaît l'habileté de s'être tiré de l'embarras

dans lequel l'avait placé, au sein de l'O.U.A., sa politique dans l'ancien Sahara espagnol. Rabat n'aura pas à bouter un sommet extraordinaire de l'Organisation panafricaine prévu fin avril sur cette question épineuse, car il n'aura sans doute pas lieu avant le sommet annuel, à Libreville en juillet prochain.

L'inquiétude des Nigériens ou des Tanzaniens vient d'ailleurs. Quelle que soit la légitimité du régime du président Mobutu, la « congolisation » d'un Zaïre à l'équilibre déjà si précaire laisse entrevoir de trop sombres perspectives. Mieux vaudrait concentrer ses efforts sur une cause qui fait l'unité africaine — la renversement des régimes racistes d'Afrique australe, — qu'encourager une opération susceptible de faire voler en éclats les principes sur lesquels se fonde le panafricanisme.

En Angola, face à l'intervention du corps expéditionnaire sud-africain, la cause était bonne. En revanche, le retour des « Katangais » au Shaba, avant l'intervention marocaine, avait de quoi faire trembler certains hommes d'État africains dont les positions ne sont pas très solides. L'opération franco-marocaine n'a-t-elle pas justifié la réserve affichée par M. Nyerere, porte-parole des cinq États de la ligne du front. L'ancien Katanga ne peut plus devenir qu'un abécédaire de fixation — avec un renforcement alors possible des interventions extérieures — ou le théâtre d'une bataille raciale. Dans les deux hypothèses, ni Pretoria ni Salisbury ne devraient se plaindre.

Ce problème illustre également le poids croissant dans les affaires africaines, des pays arabes « modérés ». La « somme » afro-arabe du Zaïre, début mars, en avait déjà donné un indice avec l'envoi d'une aide financière d'un milliard et demi de dollars aux pays d'Afrique noire. Le mandat de l'appel offert par l'Égypte et le Soudan à la décision marocaine ne devrait laisser aucun doute sur leur détermination à porter un coup d'arrêt à ce qu'ils considéraient, en fait, comme une « politique de clientèles » pratiquée par l'Union soviétique depuis deux ans dans l'Afrique sud-saharienne. Enfin, l'opération franco-marocaine n'a pas manqué de mettre en lumière certaines faiblesses. Même avec l'appui d'un fort contingent de troupes cubaines, le régime de Luanda n'arrive toujours pas à éliminer la guérilla que lui impose l'UNITA de M. Jonas Savimbi, qui jouit d'un soutien logistique sud-africain. Pourtant, Luanda a su moins « tolérer » que les « Katangais », ses alliés de la guerre d'Angola, tentent leur coup au Shaba. Quel qu'il advienne désormais, l'Afrique est déjà perdue. Elle s'en tirera, au mieux, avec une nouvelle somme de rançons et de meurtrissures, et doit constater que, une fois de plus, ses frontières ont été franchies par des armées étrangères. Volont, bien entendu, au secours de la « bonne cause ».

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Mercredi 20 avril.)

Pres de quarante ans après le 15 juin

Pres de quarante personnes ont été arrêtées en Espagne au cours de ces derniers jours pendant des manifestations de protestation. Ces arrestations ont lieu le 15 avril à Madrid, jour de la manifestation des syndicats officiels, à l'issue de laquelle, selon l'agence Citra, un « comité » aurait préparé un attentat contre Franco, leader de l'Alliance populaire.

dans le processus démocratique. La grande majorité de ces arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.

Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.

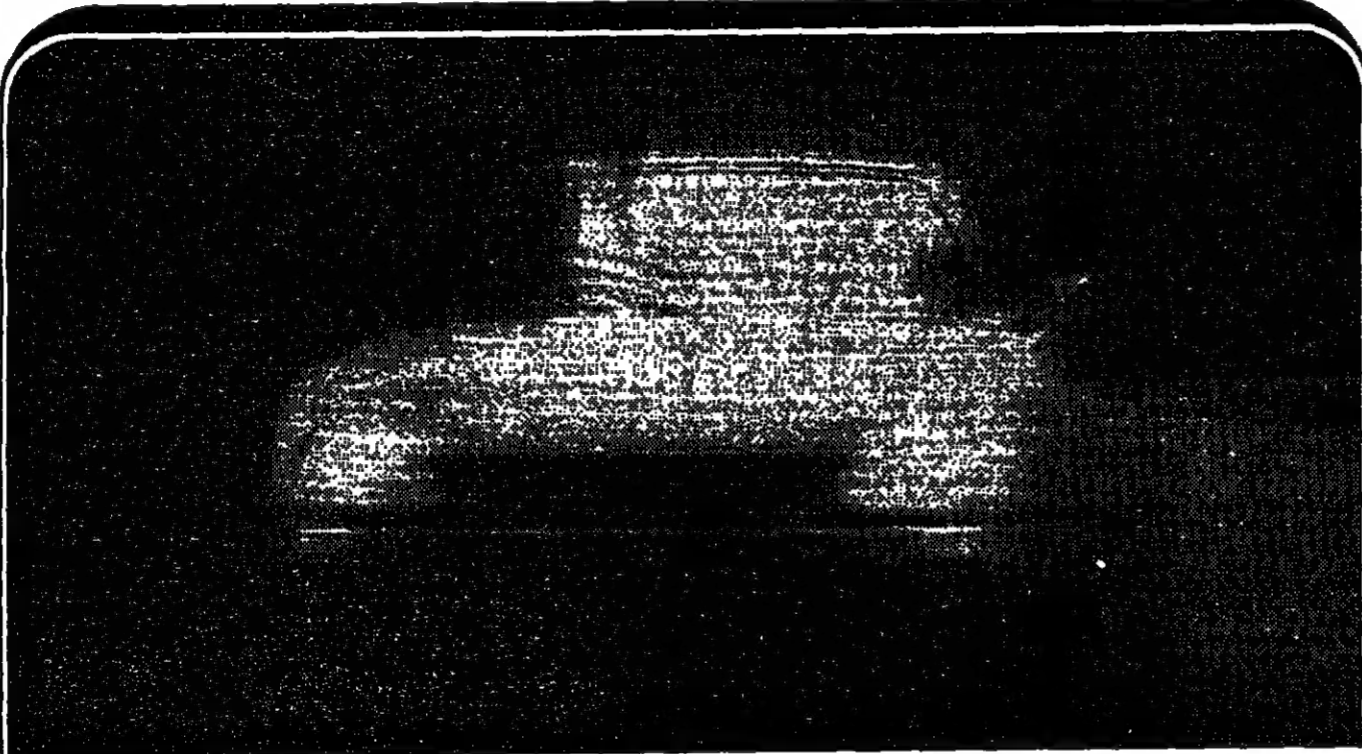
Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.

aud d'honneur?

Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.

Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.

Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées. Les arrestations ont été effectuées par la police, mais en collaboration avec les forces armées.



ROULEZ, NOUS FAISONS LE RESTE.

Vous arrivez en Europe dans quelques mois, quelques semaines, quelques jours... Pour vous, la question « voiture » doit être réglée à l'avance, facilement, tranquillement.

Avez-vous interrogé Citroën Champ de Mars?

Parce qu'il ne se contente pas de vous livrer une voiture : il vous propose de la choisir dès maintenant (demandez son test « à vous de jouer »).

Parce qu'il vous laisse opter pour le mode de paiement qui vous convient le mieux : soit achat ferme et définitif (vous pouvez ramener votre voiture dans votre pays de résidence) soit plan financé « tout compris » (vous ne payez que pour la durée d'utilisation de la voiture).

Parce qu'il vous livre dans la ville, à l'aéroport même où vous arrivez, la Citroën qu'il vous faut.

Parce qu'il vous procure, s'il le faut, une voiture dans les 24 heures.

Citroën Champ de Mars : pour profiter à fond de votre séjour 1977.



FILIALE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris.
Tél.: 77.17.00 ou 77.17.01

Pour connaître, avec une documentation détaillée, notre test « à vous de jouer » (qui vous permettra de vous sélectionner vers le modèle Citroën qui vous convient), nous vous remercions de nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Pays _____

Date d'arrivée en France _____

Type du véhicule qui vous intéresse _____

Durée du séjour _____

CITROËN

CITROËN par TOTAL

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

du 14 au 20 avril 1977

Page 9

CYCLISME

PARIS-ROUBAIX

Vlaeminck sur son terrain
De notre envoyé spécial

Brillant vainqueur de Roubaix, Vlaeminck a été battu par Van Steen-land, vainqueur de la dernière édition de la course. Vlaeminck a été battu par Van Steenland, vainqueur de la dernière édition de la course. Vlaeminck a été battu par Van Steenland, vainqueur de la dernière édition de la course.

Hots

Rugby

Plus de cent...
Le tournoi de rugby...
Les résultats des matchs...

Folley-ball

Le tournoi de folley-ball...
Les résultats des matchs...



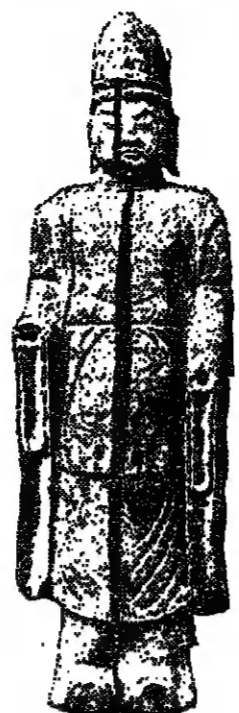
MR PARIS

Plan A...
Plan B...
Plan C...



Au Petit Palais

L'austère beauté d'un sanctuaire japonais



ACT, recueillement, sobriété et grandeur sont heureusement réunis, au Petit Palais, pour la visite solennelle du plus ancien portrait sculpté connu au Japon, celui du moine Ganjin, venu du sanctuaire de Toshodai-ji, près de Nara.

Le musée s'efface pour que soit restituée l'austère beauté du monastère. Dans cette seconde moitié du huitième siècle, où mourut Ganjin un fondateur d'institution bouddhique, mais aussi un importateur de la culture de la Chine Tang, une adaptation va s'imposer qui touchera, un instant, au sublime.

Paradoxalement, le portrait sculpté de Ganjin n'est pas en bois mais en laque bûche. Il est surprenant de constater que cette fragile enveloppe, dont on dit qu'elle est par endroits réduite à une mince paroi de tissu collé, ait porté les lignes de la face, les nuances du modelé comme à fleur de masse, en suggérant une densité du volume qui pourrait être de bronze. Comme si cette coquille charnelle, indifférente à son matériau, ne tenait qu'à une concentration spirituelle. Il faudrait relire à ce sujet toute l'histoire de l'adoption et de l'adaptation des techniques de la Chine du Sud par le Japon dont le bois est le mode d'expression le plus naturel : les œuvres qui précèdent le portrait de Ganjin nous y invitent.

Et d'abord l'image de Bonin qui est une transposition en cône de la statue Tang en terre cuite. Cette œuvre probablement importée montre, comme la tête de bodhisattva voisine, que le bois peut craquer profondément. Les sculpteurs du Japon vont s'employer à domestiquer leur matériau de prédilection dans le texte manque d'homogénéité. Pendant les périodes Asuka et Nara et au début de la période Heian, nous sommes encore dans le travail direct du bloc. Avec ses risques (choix des parties, assemblages, évidements...) qui occupent des artistes comme Jôchô tournant assez vite à la virtuosité artisanale (de quel quelors pendant la période Heian). Avec l'art de Nara et un peu après, la prise au service de la puissance expressive est franchement assumée.

Et nous avons le très élégant Corps de bouddha au flûte dégageant le modelé ferme d'un corps assez long. C'est un exemple tardif (milieu du neuvième siècle) du travail monoxyle permet de constater l'évolution du style par comparaison avec l'image de Yakushi Nyorai qui, dans la seconde moitié du huitième siècle, reste typique de l'art de Nara : volume épais, pilis qui s'écoulent en « L », enrobant des hanches larges : beau modelé autoritaire du visage arrondi. Asses proches, l'image de Shishiku Bosatsu fait peut-être preuve d'un archaïsme moins vivant. Quel qu'il en soit, une bien belle sculpture.

Mais, devant Ganjin, les considérations stylistiques et même esthétiques se taisent. C'est le face-à-face avec un chef-d'œuvre, il dira à chacun sa paix un peu triste et son noble message d'intériorité. Un très grand, un exemplaire vaillant.

Il est accablé, nous l'avons dit, dans une ambiance nette et pure qui a évité les illustrations en surcharge. Seuls quelques rouleaux antérieurs évoquent sa vie (rouleaux du Toshodai-ji) tandis que quelques plaques de bronze rappellent l'existence des trésors anciens du sanctuaire de Toshodai-ji.

On a souhaité, avec beaucoup d'à-propos, faire vivre l'atmosphère même du temple telle que la modernité, en toute liberté, les peintures murales - il faudrait dire les toiles couleuvrées - « Juseums », réalisées par Higashiyama Kai, tout récemment. Présentées comme il se doit dans leur bâti de charpentes exemplaires, ces panneaux - seize pour la salle des « vagues mugissantes » et huit pour celle des « monts nouveaux » - illustrent la notion japonaise d'« environnement » : la nature n'est pas évoquée. Elle est là.

Hommage au moine aveugle. Une magnifique publication (en japonais, galerie Yoshii) due au peintre Higashiyama Kai raconte la genèse de ce décor si bien incorporé à un des hauts lieux de l'art et de la pensée du Japon. Haut lieu dont Paris, en toute reconnaissance, sait respecter l'esprit.

PAULE-MARIE GRAND.
(Jeudi 14 avril.)
* Petit Palais, jusqu'au 22 mai.

« Le Dernier Nabab », d'Elia Kazan

Le néant des rêves

LE 21 décembre 1940, Scott Fitzgerald mourait à Hollywood d'une crise cardiaque. Au temps des années folles, il avait été le sonner de la littérature américaine. Les excès, le chagrin, l'alcool, avaient peu à peu usé sa résistance physique et morale. A Hollywood, où il faisait partie de l'équipe des scénaristes de la M.G.M., il n'était guère plus qu'un écrivain à gages, confiné dans des tâches obscures. Pourtant, son talent, si souvent délaissé, demeurait intact. La veille de sa mort, il avait ajouté quelques lignes à un roman qui devait être le fruit de ses décevantes expériences cinématographiques et dont le principal personnage lui avait été inspiré par l'ancien directeur de la production à la M.G.M., Irving Thalberg. C'est ce roman interrompu, *The Last Tycoon* (Le Dernier Nabab), qu'Elia Kazan vient de porter à l'écran, d'après une adaptation d'Harold Pinter.

Roman - et film - sur Hollywood ? Oui, dans une large mesure. Le Hollywood des années 30, de l'âge d'or, vaste complexe économique qui produit des films à la chaîne, mais qui dissimule derrière sa façade de prospérité, de luxe et de scandales d'implacables rivalités humaines et les premiers conflits qui aboutiront à la transformation de ses structures. De ce monde hollywoodien et de ses dédales, de ce lieu magique qu'est un studio, de cette schizophrénie bizarre, de cette conjonction d'intérêts financiers et d'ambitions artistiques que suscite la fabrication d'un film, Elia Kazan, qui, lui aussi, est enfant du sérail, donne une image à la fois mythique et réaliste, d'une justesse rare. Entre fiction et réalité, entre un tremblement de terre simulé et un véritable séisme, le réel Hollywood revit sous nos yeux, avec ses « stars » égoïstes et capricieuses, ses décares de carton-pâte sur lesquels souffle un vent de folie et de gloire, et, dans le huis clos des bureaux, à l'heure des règlements de comptes, ses batailles de grands fauves.

Emmanation de ce monde et le symbolisme, un petit film new-yorkais, prophète et démiurge tout-puissant, autocritique dont chacun reconnaît le génie, mais fragile, si fragile, sous son apparente invulnérabilité : Monroe Stahr. Doué d'un instinct infallible, fort des succès éclatants qu'il ne cesse de remporter, Stahr impose sa volonté non seulement aux réalisateurs et aux vedettes qu'il engage (ou renvoie) selon son bon plaisir, mais encore au directeur de la compagnie (qui lui jalousie en secret et saura, quand l'occasion se présentera, lui casser les reins).

Fabricant de rêves, Stahr est prisonnier des rêves qu'il fabrique. Physiquement, intellectuellement, affectivement, il vit en dehors de la réalité. Dix-huit heures de travail par jour, des scénarios pour seule lecture et, malgré l'amour que lui manifeste la fille de Brady, une fidélité quasi puritaine au souvenir de Minna, sa femme, une actrice, qui est morte. Stahr gère son exis-

tence comme une superproduction : avec brutalité, efficacité et une indifférence méprisante pour les accidents de parcours (il est cardiaque, mais n'en tient aucun compte). Instrument de sa propre ambition, il semble avoir perdu toute humanité.

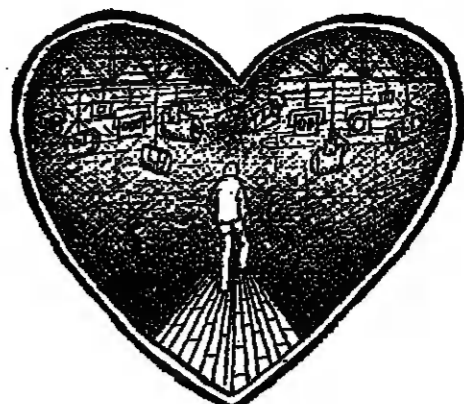
Et puis, un jour, des coulisses de l'usine à films, surgit un fantôme. La terre a tremblé, les studios sont envahis par les eaux. Juché sur une tête de déesse, deux jeunes femmes voguent à la dérive. Apparition onirique d'autant plus fantastique aux yeux de Stahr que dans l'une des jeunes femmes il a cru reconnaître la soie, le double de Minna, l'épouse idéalisée.

L'inconnue, vite retrouvée, s'appelle Kathleen. Elle est mince, diaphane, presque transparente. Un roseau. Mais ce roseau prend racine dans une terre solide. Stahr qui se sent prêt à transférer sur Kathleen l'amour qu'il portait à Minna, qui voit en elle le moyen de ressusciter, de prolonger ce qui fut la grande réussite sentimentale de sa vie, met tout en œuvre pour la séduire. Kathleen accepte d'abord avec réticences, puis gentiment, tendrement, les avances de cet homme redouté et devant elle si peu redoutable. Un soir, dans la maison inachevée que Stahr se fait construire au bord de la mer - une maison qui n'a pas, qui n'aura jamais de toit - elle lui donne ce qu'elle peut lui donner : son corps. Scène admirable, très érotique sans se perdre, où éclatent le romantisme foncier, l'innocence de Stahr. Quand le jour se lève, celui-ci est en droit de croire que, cette fois encore, il a gagné. Mais, quelques jours plus tard, il reçoit un télégramme lui annonçant que Kathleen vient de se marier. La chimère n'était qu'une chimère. Kathleen est retournée dans sa vraie patrie : le réel.

Dans la nuit d'un studio désert

Héros typiquement Fitzgeraldien, Stahr portait en lui une faille, une « fêlure », dont sa maladie de cœur n'était que le symptôme physique. Après le départ de Kathleen, cette faille brusquement apparue, devient béante. Stahr n'est plus lui-même, à moins, au contraire, qu'il ne retrouve sa vérité profonde, celle que masquait sa volonté de puissance. En effet, Harold Pinter, qui a matérialisé cette mutation dans une scène superbe elle aussi, au cours de laquelle Stahr affronte le délégué des scénaristes, un syndicaliste considéré par les patrons de la compagnie comme un dangereux communiste. Emporté par l'alcool (lui qui ne buvait jamais), incapable de maîtriser la haine que lui inspire ce « rouge », Stahr refuse de faire la moindre concession, puis, perdant tout contrôle, se jette sur son interlocuteur.

Scène scandaleuse. C'est la fin de Monroe Stahr. Son règne est terminé. Ses adversaires n'auront pas plus pitié de lui qu'il n'avait, naguère, pitié des autres... Kazan



(Dessin de BONNAFFE.)

a arrêté son film là où s'arrêterait le manuscrit de Fitzgerald (c'est-à-dire, approximativement, à la mort de l'héroïne). Rejeté par ses pairs, le dernier nabab n'est plus qu'un homme abandonné, un « has been », qui s'enfonce dans la nuit d'un studio désert.

Ce film est beau. D'une beauté tranquille, sereine, presque classique. Kazan le metteur en scène, pénètre à pas feutrés dans l'univers de Fitzgerald. Il en assimile la douceur amère, le charme vénéneux, le romantisme naïf, un peu fané, limpide, mais sans éclat, très éloigné des stridences à la mode, sa subtilité, son approche délicate, « oblique », des personnages, son lyrisme contenu, ses ellipses et ses sous-entendus, au style du romancier. Fidélité qui n'empêche pas Kazan d'installer le long du récit ses miroirs personnels. Evitant ainsi bien le piège de la nostalgie que celui de la satire, il pose sur le mirage hollywoodien, sur les illusions du show-business, un regard affectueux et lucide. Derrière ce mirage, derrière le personnage de Stahr, derrière sa triste aventure amoureuse, c'est, en effet, le rêve américain qu'il entrevoit. Rêve dont il connaît, dont il dénonce la face obscure, ce vide, cette absence, ce néant dans lequel s'écroulent ceux qui lui ont sacrifié leur vie. « Pour moi, Monroe Stahr est le produit-type du monde industriel », a-t-il dit. Brillant en affaires, mais incapable d'assumer sa vie privée.

Pour incarner les monstres sacrés de cette histoire, Kazan a fait appel à d'authentiques monstres sacrés : Robert De Niro (Monroe Stahr), Robert Mitchum (Brady, le producteur), Jack Nicholson (Brizmer, le syndicaliste), Jeanne Moreau (la « star »), Tony Curtis (un comédien), Ray Milland (un avocat), Dana Andrews (un réalisateur). Les trois premiers remarquables, les autres plus effacés, mais parfaitement dirigés. Les rôles de Cecilia, la fille de Brady, et de Kathleen ont, en revanche, été réservés à deux inconnues, Theresa Russell et Ingrid Boulting. C'est naturellement cette dernière qui avait la tâche la plus difficile. Elle s'en acquitte avec une grâce très Fitzgeraldienne, mais sans mystère ni rayonnement véritable. C'est la seule (et légère) faiblesse de ce film romanesque, grave et mélancolique, conduit de main de maître.

JEAN DE BARONCELLI

(Jeudi 14 avril.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 12 AVRIL

PARIS. - Entretien télévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère française (à 20 h 30 et à 21 h).

M. Henri Marrou, ancien élève de l'Institut, professeur d'histoire de la civilisation à la Sorbonne de 1946 à 1962, critique musical sous le pseudonyme d'Henri Dancourt, est élu député de la première circonscription de la Seine-Maritime.

MERCREDI 13 AVRIL

PARIS. - Le contenu des déclarations prises par le conseil des ministres en ce qui concerne la Sécurité sociale a été plus ample qu'on ne l'avait envisagé. Le remboursement de plusieurs centaines de millions de la Sécurité sociale sera assuré par le 15 avril, un forfait journalier de l'ordre de 15 francs sera institué dans les hôpitaux ; le tiers des cotisations d'assurance-maladie est versé pour les salariés de plus de soixante-cinq ans et les salariés agricoles ; les cotisations seront mieux indemnisées l'an prochain et l'assiette des cotisations sociales améliorée dans les industries de main-d'œuvre.

A plus long terme, une réforme de la gestion hospitalière est envisagée, ainsi qu'une conversion de l'ensemble du coût des accidents de la route. Ces mesures s'ajoutent, comme prévu, de vives réactions syndicales.

PARIS. - M. Luciano Brellati-Bressant, député de Paris-France, a été élu député du groupe Fiat au Brésil, à l'issue d'élections du 13 avril, devant son domicile, 125, rue de la Pompe.

PARIS. - Cette action a été revendiquée dans une communication téléphonique à Europe 1 par un homme se réclamant d'un comité de défense des travailleurs italiens en France.

TRIPOLE. - La tension entre l'Égypte et la Libye s'est encore accrue mercredi 13 avril. A Tripoli, une marche populaire de protestation a été organisée devant l'ambassade d'Égypte et contre les complots du président Sadate envers le peuple libyen, sa révolution et ses réalisations. A son tour mercredi matin, a annoncé le radio libyen. Un meeting a ensuite été organisé devant l'ambassade d'Égypte, en présence du commandant Jalloud.

Selon Radio-Le Caire, les manifestants ont pris un coup de quelques

JEUDI 14 AVRIL

PARIS. - L'abbé Pierre Bellégo, curé de Saint-Sébastien-St-Jacques, a été élu député de la Seine-Maritime, à l'issue d'élections du 13 avril, devant son domicile, 125, rue de la Pompe.

PARIS. - Le général Ernesto Galt a pris, par décret, une série de mesures en vue d'assurer la victoire électorale du parti gouvernemental ARENA à l'automne 1973. Le chef de l'État a notamment désigné le général Galt comme ministre de l'Intérieur et a nommé le général Galt comme ministre de la Défense.

PARIS. - Le général Ernesto Galt a pris, par décret, une série de mesures en vue d'assurer la victoire électorale du parti gouvernemental ARENA à l'automne 1973. Le chef de l'État a notamment désigné le général Galt comme ministre de l'Intérieur et a nommé le général Galt comme ministre de la Défense.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

A Paris comme en province la Journée de l'arbre a été marquée par de nombreuses plantations symboliques.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

semaines et chargé son ministère de la défense d'assurer l'entretien de la présidence du conseil. Cette décision, fondée sur un « vote moine » du conseil d'administration du gouvernement, a été prise par le président de la République, à l'initiative de son ministre de l'Intérieur, M. Giscard d'Estaing.

WASHINGTON. - La production industrielle américaine a progressé de 1,4 % en mars, ce qui constitue le gain mensuel le plus élevé depuis dix-huit mois. Elle a déjà augmenté de 1 % en février, après avoir baissé de 0,8 % en janvier en raison de la baisse des stocks. Ces résultats, qui traduisent la reprise de l'économie américaine, pourraient faciliter la décision du président Carter d'abandonner son projet de réduction fiscale. Cette décision a provoqué une hausse de près de neuf points de l'indice des valeurs industrielles américaines.

PARIS. - Le « séminaire » de trente-six heures, qui a réuni au château de Rambouillet les membres du gouvernement, a été presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale, dans la perspective de la mise au point du plan gouvernemental de douze mois, qui sera présenté au Parlement le 30 avril prochain. L'objectif général de ce plan sera, selon le président de la République, de « faire sortir la France de la crise ». Trois priorités prédomineront à son élaboration.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

Dimanche 17 AVRIL

MANILLE. - Le référendum organisé le dimanche 17 avril dans treize provinces du sud-est des Philippines pour déterminer leur statut, a été déclaré nul, en raison de la fraude, et a été déclaré nul, en raison de la fraude, et a été déclaré nul, en raison de la fraude.

PARIS. - Le « séminaire » de trente-six heures, qui a réuni au château de Rambouillet les membres du gouvernement, a été presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale, dans la perspective de la mise au point du plan gouvernemental de douze mois, qui sera présenté au Parlement le 30 avril prochain. L'objectif général de ce plan sera, selon le président de la République, de « faire sortir la France de la crise ». Trois priorités prédomineront à son élaboration.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

PARIS. - M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Charente-le-Pont (Charente). Le chef de l'État a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.

LES MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Réserve de nuages. - II. S'écarte non sans raison. - III. Nombre. - IV. Pas à la rue. - V. Abréviation. - VI. Points cardinaux. - VII. Se mit au service d'un culte. - VIII. Éclaira largement un visage heureux. - IX. Il est des circonstances où il est nécessaire que cela se passe. - X. Dans la Drôme. - XI. Plus en place (épelle). - XII. Tête couronnée. - XIII. Très bien entourées.

VERTICALEMENT
1. Passe pour perdre toute résistance au contact de l'humidité.

Solution du problème n° 1605
Horizontalement
1. Joueur. II. Adnès. III. Ino. IV. Mé. V. Si. VI. Ce. VII. Tonnaires. VIII. Bon. IX. Rides. X. TCC. XI. Star. XII. Essais.

Verticalement
1. Jambon. 2. Odeur. 3. Un. 4. Secondas. 5. Ussel. 6. Leur. 7. S.M. 8. Dérives. 9. Inn. 10. Ruent. 11. Sèche.

GUY BROUTY.

par Bertrand Poirot-Delpech



هكذا من الأصل